

CE – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION DE SUCRE¹

(DS265, 266, 283)

PARTIES		ACCORDS	ÉTAPES DU DIFFÉREND	
Plaignants	Australie, Brésil, Thaïlande	Articles 3, 8 et 9:1 de l'Accord sur l'agriculture	Établissement du Groupe spécial	29 août 2003
			Distribution du rapport du Groupe spécial	15 octobre 2004
Défendeur	Communautés européennes		Distribution du rapport de l'Organe d'appel	28 avril 2005
			Adoption	19 mai 2005

1. MESURES ET BRANCHE DE PRODUCTION EN CAUSE

- Mesures en cause: Les mesures des CE relatives au subventionnement de l'industrie sucrière, à savoir l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (établie par le Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil): deux catégories de quotas de production – «sucre A» et «sucre B» – étaient établies en vertu du Règlement. En outre, le sucre produit en sus des quotas A et B, appelé sucre C, n'était pas admis à bénéficier d'un soutien des prix intérieurs ni de subventions directes à l'exportation et devait être exporté.
- Branche de production en cause: L'industrie sucrière.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONSTATATIONS DU GROUPE SPÉCIAL/DE L'ORGANE D'APPEL

- Niveaux d'engagement des CE en matière de subventions à l'exportation pour le sucre: L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la note de bas de page 1 de la Liste des CE relative aux importations préférentielles en provenance de certains pays ACP et de l'Inde n'avait pas pour effet juridique d'accroître ou de modifier d'une autre manière les niveaux d'engagement des Communautés européennes en matière de quantités figurant dans la section II de la Partie IV de leur Liste.
- Articles 9:1 c), 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture (subventions à l'exportation – exportations de sucre C): L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les Communautés européennes avaient agi en violation des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture en exportant du sucre C parce que des subventions à l'exportation sous la forme de versements à l'exportation financés en vertu d'une mesure des pouvoirs publics au sens de l'article 9:1 c) étaient accordées en dépassement du niveau d'engagement des Communautés européennes. À cet égard, les Communautés européennes ont effectué deux types de «versements» au sens de l'article 9:1 c) en faveur des producteurs de sucre C, à savoir i) grâce aux ventes de betteraves C aux producteurs de sucre C à un prix inférieur à leurs coûts de production totaux; et ii) sous la forme de transferts de ressources financières, grâce à un subventionnement croisé résultant de l'application du régime communautaire du sucre. En outre, le Groupe spécial a conclu que les Communautés européennes n'avaient pas démontré, conformément à l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture, que les exportations de sucre C dépassant leurs niveaux d'engagement depuis 1995 n'avaient pas été subventionnées.
- Articles 9:1 a), 3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture (subventions à l'exportation – exportations de sucre équivalent ACP/Inde): Le Groupe spécial a constaté que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec les articles 3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture parce que les éléments de preuve indiquaient que les exportations de sucre équivalent ACP/Inde des Communautés européennes bénéficiaient de subventions à l'exportation au sens de l'article 9:1 a) et que les Communautés européennes n'avaient pas prouvé le contraire.

3. AUTRES QUESTIONS²

- Économie jurisprudentielle (subventions à l'exportation relevant de l'Accord SMC et de l'Accord sur l'agriculture): L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial avait fait erreur en appliquant le principe d'économie jurisprudentielle à l'égard des allégations des plaignants au titre de l'article 3 de l'Accord SMC (après avoir constaté que les Communautés européennes avaient agi en violation des articles 3:3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture), car d'autres voies de recours plus rapides étaient accessibles aux plaignants respectivement au titre de l'Accord SMC (article 4.7) et de l'Accord sur l'agriculture (par le biais de l'article 19:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends).
- Renversement de la charge de la preuve (article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture): Le Groupe spécial a expliqué que l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture renversait la règle habituelle de la charge de la preuve, de sorte qu'une fois que le plaignant avait prouvé que le défendeur exportait un produit donné dans des quantités excédant ses niveaux d'engagement, le défendeur devait démontrer que les quantités exportées en question n'étaient pas subventionnées.

¹ Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre.

² Autres questions traitées dans la présente affaire: l'article 9:2 (rapports de groupes spéciaux distincts) et l'article 10:2 (droits renforcés des tierces parties) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends; la notification d'un intérêt à participer en tant que tierce partie; les renseignements confidentiels; le délai pour la contestation de la compétence du Groupe spécial; le mandat (article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends); l'application du principe de l'estoppel pour empêcher la poursuite de la procédure; *amicus curiae* (confidentialité); l'examen de nouveaux arguments (Organe d'appel); la prolongation du délai pour l'appel et la distribution du rapport (Organe d'appel, articles 16:4 et 17:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends); le conseil privé (Organe d'appel); la bonne foi (articles 3:10, 7:2 et 11 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends); le caractère suffisant de la déclaration d'appel (Procédures de travail pour l'examen en appel, règle 20 2) d)).